

318	834289	9493368
319	833974	9492330
320	834026	9491443
321	834086	9490423
322	834022	9490286
323	833528	9499344
324	832712	9488680
325	832281	9487967
326	832032	9487699
327	832000	9487471

Article 3 : Les propriétés visées à l'article 2 du présent arrêté feront l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Elle sera incorporée au domaine de l'Etat.

Article 4 : Les expropriés percevront une indemnité juste et préalable.

Article 5 : La présente déclaration d'utilité publique est valable pour une durée de trois (3) ans.

Article 6 : Les opérations d'expropriation doivent se réaliser dans un délai de douze (12) mois au plus tard.

Article 7 : La saisine éventuelle du juge par l'exproprié n'a point d'effet suspensif sur la procédure d'expropriation.

Article 8 : La présente déclaration d'utilité publique emporte réquisition d'emprise totale de la surface visée par l'expropriation.

Article 9 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 13 août 2018

Le ministre des affaires foncières
et du domaine public, chargé
des relations avec le Parlement,

Pierre MABIALA

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Décret n° 2018-311 du 16 août 2018 portant approbation des statuts de l'institut national du travail social

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 6-2015 du 19 février 2015 portant création de l'institut national du travail social ;

Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la composition des organes et de tutelle des entreprises et des établissements publics ;
Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2017- 373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Sont approuvés les statuts de l'institut national du travail social dont le texte est annexé au présent décret,

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 16 août 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre,
chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Antoinette DINGA-DZONDO

Le ministre de l'enseignement supérieur,

Bruno Jean Richard ITOUA

Le ministre des finances
et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de la recherche scientifique
et de l'innovation technologique,

Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU

Statuts de l'Institut national
du travail social

Approuvés par décret n° 2018-311 du 16 août 2018

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Les présents statuts fixent, en application de l'article 6 de la loi n° 6-2015 du 19 février 2015 portant création de l'institut national du travail social, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ses organes d'administration et de gestion.

Article 2 : L'institut national du travail social est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il est géré selon les règles qui régissent les établissements publics.

TITRE II : DES MISSIONS, DU SIEGE, DE LA DUREE ET DE LA TUTELLE

Chapitre 1 : Des missions

Article 3 : L'institut national du travail social a pour missions de :

- assurer la formation initiale et continue dans le domaine du social ;
- développer la recherche-action et la recherche appliquée en travail social.

Chapitre 2 : Du siège

Article 4 : Le siège social de l'institut national du travail social est fixé à Ignyé dans le département du Pool. Toutefois, il peut, lorsque les circonstances le justifient être transféré en tout autre lieu du territoire national, sur décision du comité de direction.

Chapitre 3 : De la durée et de la tutelle

Article 5 : La durée de l'institut national du travail social est illimitée, sauf en cas de dissolution anticipée, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 6 : L'institut national du travail social est placé sous la tutelle administrative du ministère en charge des affaires sociales et sous la tutelle académique du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

TITRE III : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 7 : L'institut national du travail social est administré par un comité de direction et géré par une direction générale.

Chapitre 1 : Du comité de direction

Article 8 : Le comité de direction est l'organe d'orientation et de décision de l'institut national du travail social. Il est investi des pouvoirs qui lui permettent de mettre en œuvre les orientations fixées par le Gouvernement et les présents statuts.

Il délibère, notamment, sur les questions ci-après :

- les statuts ;
- l'organigramme et le règlement intérieur ;
- le règlement financier ;
- le statut et la rémunération du personnel ;
- le programme d'activités ;
- le budget annuel ;
- le rapport d'activités ;
- les états financiers et le bilan ;
- les mesures d'expansion ou de redimensionnement de l'institut ;
- le plan d'embauche et de licenciement ;
- les propositions de nomination à la direction générale ;
- la création ou la suppression des filières de formation et des départements ;
- les différents cycles et les modalités de leur évaluation ;
- les orientations stratégiques, les programmes pédagogiques et les programmes de recherche ;
- les conditions d'admission à l'institut ;
- les conventions ou contrats de coopération entre l'institut, les établissements publics, privés

ou conventionnés d'enseignement supérieur et les autres partenaires ;

- la modification des statuts de l'institut ;
- les rapports d'évaluation de l'institut ;
- les dons et legs.

Article 9 . Le comité de direction est composé ainsi qu'il suit :

- un président ;
- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du ministère en charge des affaires sociales ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement supérieur ;
- un représentant du ministère en charge des finances ;
- un représentant du ministère en charge de la fonction publique ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel ;
- un représentant du ministère en charge de la recherche scientifique ;
- un représentant du ministère en charge du travail et de la sécurité sociale ;
- un représentant du ministère en charge de la santé et de la population ;
- le directeur général de l'institut ;
- un représentant du patronat ;
- un représentant du personnel ;
- deux personnalités reconnues pour leurs compétences et nommées par le Président de la République.

Article 10 : Le président du comité de direction est nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des affaires sociales.

Les autres membres du comité de direction sont nommés par arrêté du ministre chargé des affaires sociales, sur proposition des administrations ou organismes qu'ils représentent.

Les membres du comité de direction sont nommés pour une durée de trois (3) ans renouvelable une seule fois.

Article 11 : Le président du comité de direction peut faire appel à toute personne ressource.

Article 12 : Le président du comité de direction exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts de l'institut national du travail social.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- convoquer les réunions du comité de direction, en fixer l'ordre du jour et les présider ;
- assurer l'exécution et le contrôle des décisions du comité de direction signer tous les actes établis par le comité de direction ;
- diffuser toutes informations sur l'état et la marche de l'institut.

Article 13 : En cas d'extrême urgence et d'impossibilité de réunir le comité de direction, le président est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires indispensables à la continuité du fonctionnement de l'institut et qui sont du ressort du comité de direction, à charge pour lui d'en rendre compte au comité de direction à sa prochaine réunion.

Article 14 : La fonction de membre du comité de direction prend fin par suite de fin de mandat, de démission, de déchéance, de décès ou de perte de la qualité ayant motivé sa nomination.

En cas de vacance de poste, il est procédé à la désignation d'un nouveau membre dans un délai de deux mois, selon les modalités prévues à l'article 10 des présents statuts.

La fonction du nouveau membre prend fin à la date d'expiration de celle du membre remplacé.

Article 15 : Les fonctions de membre du comité de direction sont gratuites.

Toutefois, les membres du comité de direction et les personnes appelées en consultation perçoivent les indemnités de session et, en cas de déplacement dans l'exercice de leurs fonctions, les frais de transport et de séjour dont les montants sont fixés par le comité de direction.

Article 16 : Le secrétariat du comité de direction est assuré par le directeur général de l'institut national du travail social.

Article 17 : Le comité de direction se réunit deux fois par an, en session ordinaire, sur convocation de son président.

La première session est consacrée à l'adoption du rapport d'activités, des états financiers et du bilan de l'année écoulée.

La deuxième session est consacrée à l'adoption du programme d'activités et du projet de budget de l'institut pour l'année suivante.

Article 18 : Le comité de direction peut se réunir en session extraordinaire, sur convocation de son président ou à la demande écrite des deux tiers de ses membres.

Article 19 : Les convocations aux sessions ordinaires et extraordinaires sont adressées aux membres du comité de direction quinze jours au moins avant la réunion.

Les membres peuvent, en cas d'urgence, être saisis et invités par le président à se prononcer par voie écrite.
Article 20 : Le comité de direction ne peut valablement siéger que si le quorum des deux tiers de ses membres est atteint.

Si le quorum n'est pas atteint, le comité de direction est de nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de sept jours au moins et quinze jours au plus. A la deuxième convocation, le comité de direction

siège quel que soit le nombre de membres présents.

Un membre du comité de direction peut se faire représenter par un autre membre au moyen d'un pouvoir donné spécialement pour la session en cours.

Article 21 : Les délibérations du comité de direction sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 22 : Dans l'intervalle des sessions et pour un objet précis, le comité de direction peut déléguer tout ou partie de ses attributions à son président ou au directeur général de l'institut national du travail social.

Toutefois, ceux-ci sont tenus de rendre compte au comité de direction des mesures prises par eux en vue de la bonne marche de l'institut.

Article 23 : Les délibérations du comité de direction de l'institut sont consignées dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire.

Elles sont publiées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 24 : Les délibérations du comité de direction de l'institut national du travail social sont exécutoires immédiatement, sauf celles qui sont soumises, conformément aux textes en vigueur, à l'approbation du Conseil des ministres.

Chapitre 2 : De la direction générale

Article 25 : La direction générale de l'institut national du travail social est dirigée et animée par un directeur général, nommé par décret en Conseil des ministres sur proposition conjointe du ministre chargé des affaires sociales et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer l'institut dans le cadre des orientations stratégiques approuvées par le comité de direction ;
- préparer et exécuter les délibérations du comité de direction ;
- présider le conseil d'établissement, le conseil pédagogique et le conseil scientifique ;
- soumettre les avis du conseil d'établissement au comité de direction ;
- préparer le programme d'activités, le budget et le rapport d'activités annuel de l'institut ;
- gérer les ressources humaines ;
- nommer les jurys ;
- représenter l'institut dans tous les actes de la vie civile ;
- ester en justice au nom et pour le compte de l'institut ;
- passer les contrats de fournitures, de services et des travaux conformément aux textes en vigueur en matière de passation des marchés ;
- assurer la communication sur l'institut ;
- organiser, en liaison avec les sites qualifiants, les stages d'imprégnation et de spécialisation ;
- organiser les activités physiques, sportives et culturelles.

Article 26 : La direction générale de l'institut national du travail social, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction des affaires académiques ;
- la direction de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité ;
- la direction de la coopération ;
- la direction de la communication et des systèmes d'information ;
- la direction des affaires administratives, financières et des ressources humaines ;
- les organes consultatifs.

Section 1 : Du secrétariat de direction

Article 27 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section 2 : De la direction des affaires académiques

Article 28 : La direction des affaires académiques est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- coordonner l'ensemble des activités pédagogiques ;
- veiller à l'application des programmes d'enseignement ;
- organiser les réunions pédagogiques ;
- organiser les échanges d'enseignants avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires ;
- centraliser et traiter toutes les demandes de candidature des étudiants ;
- veiller à l'harmonisation des programmes avec les avis des organes consultatifs ;
- élaborer et exécuter le planning des examens et concours ;
- suivre le déroulement des concours d'entrée ;
- veiller à la planification des stages pratiques des étudiants ;
- organiser des stages de recyclage et de perfectionnement des techniciens et cadres supérieurs en travail social ;
- coordonner tous les stages ainsi que les contenus de la pédagogie pratique et appliquée ;
- identifier et être en relation avec les sites qualifiants de stage ;
- préparer les accords avec les sites qualifiants ;
- mettre en place la formation et l'accompagnement des acteurs associatifs susceptibles de recevoir les stagiaires, dans le développement de leurs structures et de leurs projets ;

- mettre en place les activités spécifiques de formation adaptées aux problématiques sociales.

Article 29 : La direction des affaires académiques comprend :

- le service des études ;
- le service de la scolarité ;
- le service des stages ;
- le service des activités sportives et culturelles ;
- le centre de renforcement des capacités des associations.

Section 3 : De la direction de la coopération

Article 30 : La direction de la coopération est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- exécuter les délibérations du comité de direction, et les conclusions du conseil d'établissement relatives à la coopération ;
- élaborer en collaboration avec les services intéressés, la politique de coopération de l'institut ;
- définir les termes de référence de la coopération en matière du travail social ;
- promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines de sa compétence ;
- promouvoir et développer les partenariats ;
- suivre et développer les relations fonctionnelles avec les établissements intéressés aux questions du travail social.

Article 31 : La direction de la coopération comprend :

- le service de la coopération bilatérale ;
- le service de la coopération multilatérale.

Section 4 : La direction de la communication et des systèmes d'information

Article 32 : La direction de la communication et des systèmes d'information est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- exécuter les délibérations du comité de direction, et les conclusions du conseil d'établissement relatives à la communication et aux systèmes d'information ;
- mettre en œuvre la stratégie et la politique de l'institut en matière de communication et des systèmes d'information ;
- assurer la mise en œuvre et le suivi des actions de communication interne et externe de l'institut ;
- assurer la veille technologique en rapport avec les technologies de l'information et de la communication.

Article 33 : La direction de la communication et des systèmes d'information comprend :

- le service de la communication ;
- le service des systèmes d'information ;

Section 5 : De la direction de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité

Article 34 : La direction de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer les thèmes de recherche en relation avec le travail social ;
- diffuser les résultats des études et des recherches en travail social ;
- produire et diffuser des documents en relation avec le travail social ;
- animer des conférences sur les thèmes sociaux ;
- gérer les archives et la documentation.

Article 35 : La direction de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité comprend :

- le service de recherche en intervention sociale ;
- le service d'assurance qualité ;
- le service des archives et de la documentation ;
- le centre de ressources en travail social.

Section 6 : De la direction des affaires administratives, financières et des ressources humaines

Article 36 : La direction des affaires administratives, financières et des ressources humaines est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les affaires administratives ;
- gérer les finances, le matériel et les équipements ;
- gérer les ressources humaines ;
- tenir à jour la comptabilité matière ;
- préparer et exécuter le budget de l'institut ;
- assurer le suivi médical et l'accompagnement social des personnels et étudiants de l'institut.

Article 37 : La direction des affaires administratives, financières et des ressources humaines comprend :

- le service administratif et des ressources humaines ;
- le service comptable et financier ;
- le service logistique et équipement ;
- le service médico-social.

Chapitre 3 : Des organes consultatifs

Article 38 : La direction générale de l'institut national du travail social dispose des organes consultatifs ci-après :

- le conseil d'établissement ;
- le conseil pédagogique ;
- le conseil scientifique.

Section 1 : Du conseil d'établissement

Article 39 : Le conseil d'établissement est un organe de conception et d'évaluation. Il délibère sur toutes

questions relatives notamment au perfectionnement des méthodes pédagogiques. Il donne son avis sur l'organisation et le fonctionnement de l'institut, sur les enseignements, les programmes et les examens.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- assurer le suivi des délibérations du comité de direction ;
- proposer le plan de développement de l'institut ;
- proposer les plans d'actions de l'institut ;
- soumettre au comité de direction les propositions sur les travaux de construction, les acquisitions immobilières et foncières et l'affectation des immeubles ;
- soumettre au comité de direction le programme d'activités conformément au calendrier académique de l'institut ;
- proposer les éventuelles modifications du règlement intérieur de l'institut ;
- soumettre au comité de direction les propositions relatives aux programmes pédagogiques et aux programmes de recherche ;
- évaluer les activités de l'institut ;
- élaborer les bilans annuels de l'institut ;
- fixer le calendrier académique ;
- siéger en session disciplinaire ;
- soumettre au comité de direction les publications de l'institut ;
- proposer les conditions d'admission à l'institut ;
- proposer les montants des droits d'inscription à l'institut ;
- proposer le statut, la rémunération du personnel et les éventuelles modifications ;
- soumettre au comité de direction les procédures de recrutement du personnel ;
- soumettre les propositions de recrutement et de licenciement et la répartition des emplois à l'institut ;
- soumettre au comité de direction les projets de convention ou de contrat de coopération entre l'institut et les partenaires ;
- proposer la création ou la suppression des filières de formation et des départements ;
- proposer la création ou la suppression des directions centrales et des services ;
- proposer les différents cycles et les modalités de leur évaluation ;
- proposer l'ouverture des postes budgétaires ;
- approuver les délibérations des conseils scientifique et pédagogique de l'institut ;
- proposer les projets de formation continue et de formation à distance ;
- proposer le règlement financier ;
- élaborer le budget de l'institut ;
- répartir les crédits au sein de l'institut ;
- statuer sur l'utilisation de menues recettes ;
- soumettre les propositions sur les dons et legs.

Article 40 : Le conseil d'établissement est composé ainsi qu'il suit :

- le directeur général ;
- le directeur des affaires académiques ;

- le directeur de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité ;
- le directeur administratif et financier ;
- un représentant du conseil scientifique ;
- un représentant du conseil pédagogique ;
- un représentant de service de stage ;
- un représentant du centre de renforcement des capacités des associations ;
- un délégué par syndicat des travailleurs de l'institut ;
- un représentant des associations des étudiants ;
- trois référents des sites qualifiants désignés par le directeur général, en raison de leurs compétences.

Article 41 : Le conseil d'établissement se réunit en session ordinaire trois (3) fois par année académique, sur convocation du directeur général.

Article 42 : Le conseil d'établissement peut se réunir en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent ou à la demande écrite des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

La demande doit énoncer l'objet de la réunion.

Le projet d'ordre du jour des sessions ordinaires et extraordinaires est présenté au conseil d'établissement par le directeur général.

Les dossiers sont préparés par les membres du conseil d'établissement qui sollicitent l'inscription des points à l'ordre du jour.

Article 43 : Le projet d'ordre du jour, la date et les dossiers des sessions ordinaires doivent parvenir aux membres du conseil d'établissement sept (7) jours au moins avant la date d'ouverture de la session.

Le délai est de trois (3) jours au moins, pour les sessions extraordinaires.

Article 44 : Le conseil d'établissement siège valablement lorsque le quorum des deux tiers des membres est atteint.

Article 45 : Lorsque le quorum n'est pas atteint, le conseil d'établissement est de nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de sept (7) jours au moins et de quinze (15) jours au plus.

A la deuxième convocation, le conseil siège quel que soit le nombre des membres présents.

Article 46 : Les décisions du conseil d'établissement sont prises par consensus et, le cas échéant, à la majorité simple des suffrages exprimés.

En cas de partage égal des voix, celle du directeur général est prépondérante.

Article 47 : Les comptes rendus des sessions du conseil d'établissement sont conservés aux archives de l'institut. Les copies de ces comptes rendus sont

transmises, pour information, aux ministres chargés des affaires sociales et de l'enseignement supérieur.

Section 2 : Du conseil pédagogique

Article 48 : Le conseil pédagogique est chargé, notamment, de :

- statuer sur l'organisation des enseignements et des programmes ;
- proposer au conseil d'établissement, en tant que de besoin, des modifications dans les domaines précités ainsi que sur les équipements pédagogiques.

Article 49 : Le conseil pédagogique est composé :

- du directeur général ;
- du directeur des affaires académiques ;
- du directeur de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité des enseignants permanents.

Article 50 : Le conseil pédagogique peut faire appel à toute personne ressource.

Article 51 : Le conseil pédagogique est présidé par le directeur général de l'institut.

Article 52 : Le conseil pédagogique se réunit sur convocation du président au moins deux fois par an, et chaque fois que les circonstances l'exigent.

Section 3 : Du conseil scientifique

Article 53 : Le conseil scientifique est chargé, notamment, de :

- veiller au respect des considérations éthiques au sein des protocoles de recherche ;
- émettre des avis sur :
 - l'orientation de la politique de recherche ;
 - la programmation de la formation des chercheurs et des auxiliaires de recherche ;
 - les programmes de formation en matière de gestion de la recherche ;
 - le financement des activités de recherche ;
 - la coopération en matière de recherche ;
 - les conventions concernant les activités de recherche ;
 - la création ou suppression des masters de recherche et des doctorats ;
 - la mise en place des procédures d'évaluation des activités de recherche ;
 - les propositions d'amélioration du potentiel scientifique de l'établissement ;
 - l'organisation des réunions scientifiques ;
 - les stratégies de mobilisation des financements ;
 - les rapports scientifiques annuels des équipes ou autres entités de recherche ;
 - la recevabilité des dossiers scientifiques de promotion, à soumettre au conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur.

Article 54 : Le conseil scientifique est composé :

- du directeur général ;
- du directeur des affaires académiques ;
- du directeur de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité ;
- d'un membre par équipe de recherche ;
- de trois membres choisis parmi les personnalités scientifiques nationales et internationales proposées par le directeur général de l'institut au comité de direction.

Article 55 : Le conseil scientifique est présidé par le directeur général de l'institut.

Article 56 : Le conseil scientifique peut recourir à toute autre personne en raison de ses compétences.

Article 57 : Le conseil scientifique se réunit sur convocation du président une fois par semestre.

Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire.

TITRE IV : DU REGIME DES ETUDES

Chapitre 1 : De l'admission

Article 58 : L'admission à l'institut national du travail social se fait par voie de concours.

Pour le premier cycle, deux types de concours sont organisés, le concours externe et le concours interne.

Pour le deuxième et le troisième cycle, l'admission se fait uniquement par voie de concours interne.

Article 59 : Le concours d'entrée à l'institut national du travail social est ouvert aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- du concours externe :
 - être titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme reconnu équivalent d'au plus deux ans d'ancienneté.
- du concours interne :
 - être agent de l'Etat de la catégorie II, échelle 1 ou agent du secteur privé remplissant les conditions équivalentes ;
 - être âgé de moins de 50 ans.
- pour le deuxième cycle :
 - être titulaire d'une licence ;
- avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine du travail social.
- pour le troisième cycle :
 - être titulaire d'un diplôme de master ;
- avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine du travail social.

Article 60 : Les étudiants étrangers peuvent être admis à l'institut national du travail social dans la limite des places disponibles.

Chapitre 2 : De la formation

Article 61 : La durée de la formation est de :

- trois ans pour le premier cycle ;
- deux ans pour le deuxième cycle ;
- trois ans pour le troisième cycle.

Article 62 : Les diplômes de fin de formation sont pour le premier cycle :

- licence professionnelle en travail social :
 - option : assistant de service social ;
 - option : éducateur spécialisé ;
 - option : animateur de développement social local.
- pour le deuxième cycle :
 - master en travail social.
- pour le troisième cycle :
 - doctorat en travail social.

Article 63 : Les étudiants en fin de formation produisent :

- un mémoire, pour le premier cycle ;
- un mémoire, pour le deuxième cycle ;
- une thèse, pour le troisième cycle.

Article 64 : La formation comporte des cours théoriques et des stages par alternance sur des sites qualifiants.

Articles 65 : Les sessions de formation à la carte sont sanctionnées par des attestations ou des certificats délivrés par la direction générale de l'institut national du travail social.

TITRE V : DU PERSONNEL

Article 66 : Le personnel de l'institut national du travail social comprend :

- le personnel enseignant ;
- le personnel administratif, technique, ouvrier et de service.

Chapitre 1 : Du personnel enseignant

Article 67 : Le personnel enseignant comprend les enseignants permanents et les vacataires.

Les enseignants permanents sont recrutés par le directeur général, après avis du comité de direction parmi les titulaires de diplômes permettant d'exercer des fonctions pédagogiques de niveau supérieur.

Les enseignants vacataires sont recrutés par le directeur général de l'institut, après avis du conseil d'établissement.

Article 68 : Le personnel enseignant permanent est rétribué conformément à l'accord d'établissement.

Le personnel enseignant vacataire est rétribué selon les modalités définies par l'institut national du travail social.

Chapitre 2 : Du personnel administratif, technique, ouvrier et de service

Article 69 : Le personnel administratif, technique, ouvrier et de service est recruté par le directeur général de l'institut.

Article 70 : Le personnel administratif, technique, ouvrier et de service, recruté à l'institut national du travail social ou mis à sa disposition, exerce les tâches administratives, financières, techniques, de soins, de prévention et d'exécution.

Article 71 : Le personnel de la fonction publique mis à la disposition de l'institut national du travail social est régi par les textes en vigueur.

Il bénéficie des avantages accordés par l'accord d'établissement.

Article 72 : Le personnel contractuel de l'institut est régi par un accord d'établissement.

Article 73 : Le personnel administratif, technique, ouvrier et de service de l'institut national du travail social est classé conformément à l'accord d'établissement.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 74 : L'institut national du travail social est soumis aux règles de la comptabilité publique des deniers, matières et immeubles.

Article 75 : Les ressources de l'institut national du travail social sont constituées par :

- la subvention de l'Etat et autres aides publiques ;
- les ressources propres ;
- les dons et legs.

Article 76 : Le directeur général est l'ordonnateur principal du budget de l'institut.

TITRE VII : DES CONTROLES

Article 77 : L'institut national du travail social est soumis aux contrôles prévus par les textes en vigueur.

TITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 78 : Les directeurs, les chefs de services et les chefs de bureaux sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 79 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin,

sont fixées par arrêté du ministre chargé des affaires sociales.

Article 80 : Chaque direction dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 81 : La dissolution ou la liquidation de l'institut national du travail social est prononcée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 82 : Les présents statuts sont approuvés par décret en Conseil des ministres.

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

AGREMENT

Arrêté n° 6997 du 23 août 2018 portant agrément de M. **FASSASSI ABOU BIKIRI** en qualité de dirigeant de la société Jumeaux Transactions Financières

Le ministre des finances
et du budget,

Vu la Constitution ;

Vu la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les Etats de l'Afrique centrale ;

Vu le règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM du 29 avril 2000 portant harmonisation de la réglementation des changes dans les Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ;

Vu le règlement n° 01/03/CEMAC/CM du 04 avril 2003 portant prévention et répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme en Afrique centrale ;

Vu le décret n° 2004-468 du 3 novembre 2004 réglementant l'exercice des activités des bureaux de change ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-406 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des finances et du budget ;

Vu l'arrêté n° 2774 du 6 avril 2005 fixant le montant de la caution bancaire pour l'exercice des activités des bureaux de change ;

Vu l'arrêté n° 2775 du 6 avril 2005 fixant le montant des frais de dépôt de demande d'agrément des bureaux de change ;

Vu l'arrêté n° 50 du 21 janvier 2013 portant agrément de la société Jumeaux Transactions Financières en qualité de bureau de change,

Arrête :

Article premier : M. **FASSASSI ABOU BIKIRI** est agréé en qualité de dirigeant de la société Jumeaux Transactions Financières.